

HAN SUNG-JOO

Ancien ministre des Affaires étrangères de la République de Corée

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la World Policy Conference

Thank you very much, Richard. The next session is on the Korean Peninsula and we will concentrate entirely on it then and certainly go a little deeper into this issue. Let me also emphasise one of the many substantial comments that Richard made, which was about China. I will make just two quick points. Firstly, I think that Richard is absolutely right. People are equally afraid of a too strong China and a too weak China and the history of China shows that there are catastrophic developments regularly, such as major economic crises. Secondly, I was in Beijing at a small but relatively high level meeting just before coming here and my impression was that the Chinese do not yet really know how to position themselves in the issue of global governance. I am sure that that will be something that we will also need to discuss over the next two days.

Let me now move on to our host country and Han Sung-Joo. I will then continue with Mr Morgulov, who represents Russia, which is a country with two feet, with one in Asia and one in the West. Last but not least, we will have Mr Oshima.

Sung Joo, the floor is yours.

Han Sung-Joo, ancien ministre des Affaires étrangères de la République de Corée

Merci. Par égard pour le titre de cette session, Organisation de la sécurité en Asie de l'Est et en Europe, je vais m'efforcer de dresser une comparaison succincte et grossière entre l'état et la structure de la sécurité en Europe et ce qu'on observe en Asie. Dans l'après-guerre froide, l'Europe a élaboré ce qu'on peut considérer comme une structure de sécurité, qui comprend l'OSCE, même si celle-ci semble ces derniers temps perdre en utilité. La seule structure de sécurité dont l'Asie dispose est un système d'alliances, dont une partie – les Alliés – déclare qu'il participe à la paix et à la stabilité, quand l'autre partie, la Chine notamment, le considère comme provocant et déstabilisant. En ce qui concerne le système d'alliances, on observe une alliance multilatérale en Europe, du moins d'un côté, avec l'OTAN. En Asie, on observe des alliances bilatérales, avec les États-Unis comme noyau central ou clé de voute. En Europe, le comportement de la Russie se fait de plus en plus – et j'ai longuement hésité sur le choix des mots – autoritaire et conflictuel, tandis qu'en Asie, la Chine, tout en renforçant ses capacités militaires, considère toujours la coopération avec l'autre partie comme importante et utile tant dans le domaine économique que dans celui de la sécurité. En Asie, ce qui peut être considéré comme la géopolitique pré-XXI^e siècle n'a pas disparu même après la fin de la guerre froide. En Europe, si la géopolitique a reculé pendant quelque temps, elle semble être de retour d'une manière encore plus crue qu'en Asie.

Ce contexte étant posé, je vais essayer d'expliquer comment chacun des grands pays d'Asie de l'Est envisage ou réagit à deux phénomènes liés à la sécurité : l'ascension de la Chine et ce qui est connu comme la politique de rééquilibrage des États-Unis vers l'Asie. Avec ce rééquilibrage, les États-Unis semblent accorder une plus grande importance à leur politique et à leur présence en Asie, mais ils se retrouvent aujourd'hui confrontés à des problèmes ailleurs dans le monde, y compris avec l'Ukraine, la Syrie, l'État islamique et l'Afghanistan, dont il est difficile de se détourner. Ils n'ont pas non plus réellement décidé de la façon dont ils allaient concourir et coopérer avec les adversaires perçus et potentiels. Par exemple, ils se montrent sensibles à l'extrême sur le choix d'un pays de devenir pro-Chine ou pro-US. Avec cet état d'esprit de jeu à somme nulle, les États-Unis semblent considérer comme pro US un pays qui rejoint l'Accord de partenariat transpacifique, par exemple, et comme pro-Chine un pays qui rejoint les programmes initiés par la Chine, comme la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB).

La Chine adopte de son côté une conduite à double face, parfois simultanément et parfois successivement. Le pays cherche à trouver des biais pour coopérer avec les États-Unis mais se montre également impatient de faire évoluer le statu quo. Pour d'autres acteurs, comme l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la Chine dit vouloir une inclusion et une consultation tout en cherchant à préserver sa marge de liberté. Néanmoins, elle ne résiste pas à la tentation de bander ses muscles et d'afficher une attitude de grande puissance. Elle tient à ce que sa puissance nouvellement gagnée soit reconnue mais sent qu'elle est repoussée, contenue et encerclée.

Le Japon trouve que l'ascension de la Chine est préoccupante et que les États-Unis sont submergés par des problèmes nationaux et internationaux. Une telle situation fournit au Japon le besoin, la justification et même l'opportunité de renforcer sa coopération avec les États-Unis en matière de sécurité et de rehausser ses propres capacités et son rôle militaires. Le problème et le dilemme pour le Japon est qu'il mène sa politique sans réussir à se réconcilier ni à établir la confiance avec ses voisins, car son leadership semble de plus en plus agressif en termes de perspective historique.

La Corée continue de considérer la menace venant de Corée du Nord comme réelle et évidente, avec ses programmes d'armement nucléaire, ses capacités en termes de missiles, sa rhétorique belliqueuse et sa gouvernance imprévisible. La Corée du Sud accueille favorablement la politique de rééquilibrage des États-Unis vers l'Asie, dont une part importante repose sur le maintien et le renforcement des alliances bilatérales. Ce qui contribue également à temporiser la tension de la Corée avec le Japon. Le pays aimerait observer une attention et des efforts plus significatifs de la part de la Chine et des États-Unis pour limiter et éventuellement éradiquer l'armement nucléaire de la Corée du Nord.

En ce qui concerne les structures relatives à la sécurité, il est vrai que l'Asie n'en a ni héritées du passé ni construit de nouvelles. Néanmoins, le continent dispose d'un système d'alliances piloté par les États-Unis. Ces derniers, avec leurs alliés, déclarent que les alliances servent à l'équilibre, tandis que la Chine les soupçonne de servir à un endiguement. D'un point de vue objectif, ni le système d'alliances piloté par les États-Unis ni les garanties à la sécurité fournies par les États-Unis, à l'instar de la dissuasion élargie, ne sont systématiquement désavantageux pour la Chine. Je pense que cela est vrai aujourd'hui et le restera à l'avenir. D'une part, la dissuasion nucléaire et les alliances auront pour effet de continuer à lier les alliés des États-Unis, y compris le Japon, en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires. En outre, en donnant des gages en matière de sécurité aux alliés des États-Unis, dissuasion et alliances ont pour effet positif de dissuader réellement les conflits et guerres potentiels.

Pour répondre à la critique que les alliances sont un reliquat de la guerre froide, rétorquons qu'en Europe, l'OTAN s'étend et prospère, même après la fin de la guerre froide. De la même manière, l'Asie doit faire face aux conflits territoriaux entre la Chine et le Japon, à des frictions sur l'histoire entre le Japon et la Corée, à des soupçons mutuels et à des rivalités entre la Chine et les États-Unis, à la question nucléaire nord-coréenne et à la détérioration des relations entre la Russie et les États-Unis, ainsi qu'aux conflits au Moyen-Orient, y compris celui avec l'État islamique qui se propage vers l'Asie. Ces problèmes resteraient difficiles à appréhender, qui plus est à résoudre, même si l'Asie disposait d'une sorte de structure de sécurité multilatérale.

Pour l'heure, la chose qui empêche n'importe laquelle de ces situations de dégénérer en quelque chose de plus dangereux, c'est la prise de conscience par les dirigeants qu'ils sont tous interdépendants en termes de questions économiques et sécuritaires. Ils reconnaissent également qu'ils ne peuvent se permettre d'entrer dans un conflit militaire réel les uns contre les autres. Parallèlement, le système d'alliances en Asie continue de servir d'élément important et utile à la structure de sécurité, non seulement pour les alliés eux-mêmes au sein du système mais aussi pour les non-alliés à l'extérieur.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la World Policy Conference

Merci beaucoup, Sung Joo, pour cette nouvelle intervention extrêmement riche. J'aurais deux questions pour vous. Premièrement, en cas d'incident majeur aujourd'hui, par exemple un navire chinois qui torpillerait un navire japonais ou

vice versa, ou un quelconque incident entre la Corée et le Japon, qu'advierait-il ou que pourrait-il advenir ? Quel serait le pire scénario ? C'est là ma première question.

Deuxièmement, j'ai fait un lapsus dans mon discours ce matin qui a fait rire tout le monde, y compris la présidente. J'ai dit que je l'avais fait exprès, même si ce n'était bien évidemment pas le cas. Pensez-vous qu'il y ait des chances que quelque chose s'initie entre le Japon et la Corée qui serait similaire au processus qui semble se profiler entre le Japon et la Chine ? J'aimerais également revenir sur l'un des aspects que vous avez évoqués, la possible contamination de l'Asie et de l'Asie de l'Est par la situation au Moyen-Orient pour plusieurs raisons. Je pense qu'il s'agit là d'un aspect très important que nous pourrions également aborder ultérieurement. Pouvez-vous apporter un bref commentaire sur ces deux premières questions ?

Han Sung-Joo, ancien ministre des Affaires étrangères de la République de Corée

Concernant votre première question, je ne connais à l'évidence pas beaucoup les détails mais je ne pense pas que ce type d'incident pourrait être planifié ou programmé à l'avance. Les dirigeants japonais et chinois ont fait un geste pour atténuer les conflits et trouver un terrain d'entente, car les deux pays sont très dépendants sur le plan économique et parce qu'une pérennisation de relations étroites entre les deux pays, malgré la concurrence et les soupçons réciproques, reste absolument essentielle. Je ne pense pas par conséquent qu'un tel événement puisse dégénérer en conflit majeur de quelque sorte que ce soit.

Concernant la deuxième question, comme vous l'avez entendu, la présidente a évoqué la possibilité d'un sommet tripartite entre le Japon, la Chine et la Corée et, mis à part une réunion au sommet, tout se passe déjà entre le Japon et la Corée, avec des réunions ministérielles et toutes sortes de négociations et de consultations. Je me demande parfois pourquoi les gens accordent tellement d'importance aux réunions au sommet, qui restent souvent très symboliques. C'est quelque chose que la présidente coréenne, pour des raisons morales, politiques ou autres, ne peut se résoudre à effectuer. Comme nous disposons de tous les autres contacts et que la communication se poursuit avec le Japon, on ne devrait sans doute pas en faire un tel enjeu. Cela dit, comme vous l'avez entendu ce matin, la présidente tente de trouver un biais pour une réunion au sommet avec le dirigeant japonais, je me montre donc plutôt optimiste.